

Y A-T-IL DES LIMITES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ?

La liberté d'expression est essentielle dans un pays démocratique

L'adoption d'une loi sur le libre accès à l'information offre des possibilités nombreuses et variées, et prend de l'importance pour la société civile dans beaucoup de pays à travers le monde. Cependant, quelle que soit l'envergure de la législation qui organise l'accès à l'information, il y aura toujours des limitations et des arguments contre.

L'argument le plus fréquemment avancé est l'inefficacité et le coût excessif d'une telle législation. À cet argument, les militants de la lutte contre la corruption opposent le coût de l'absence de cette législation, le coût du manque de transparence et de responsabilité, et leurs conséquences en termes de développement de la corruption. La défense, la sécurité nationale, des aspects qui concernent la vie privée, et, dans une certaine mesure, les processus de délibération interne d'un organisme, sont des domaines qui peuvent être protégés ou exemptés des exigences d'une législation de libre accès à l'information. Par exemple, la loi sur le secret en Suède prévoit 250 exceptions, certaines étant justifiées par la protection d'intérêts et d'autres faisant référence à certaines catégories d'information. La levée du secret est prévue dans ces domaines après une certaine période allant de 2 à 70 ans. Cependant, la loi concernant les secrets officiels au Royaume-Uni (The Official Secrets Act) et des législations similaires dans d'autres pays peuvent servir de couverture au gouvernement pour qu'il puisse se livrer à toutes sortes d'activités

secrètes. La plupart des journalistes reconnaissent le principe des restrictions mais demandent qu'elles ne soient pas exagérées. Ainsi, les cadres légaux et réglementaires ne devraient pas, par exemple, restreindre le droit de la presse à publier des informations supposées menacer la vie publique des personnalités officielles. Agir de la sorte représenterait une violation de la liberté de la presse. Les libertés d'expression et d'information sont essentielles dans un pays démocratique.

Le gouvernement doit rendre des comptes à ses administrés

Il est impératif que les personnes aient accès aux informations en possession du gouvernement. Comme il est primordial que ce dernier rende des comptes à ses administrés, et que les citoyens puissent ainsi être dotés des moyens d'exercer leur droit de contrôle sur la gestion de la vie publique. S'il est effectivement nécessaire de protéger un intérêt légitime de sécurité nationale, cette protection ne doit pas se

transformer en chèque en blanc pour l'Exécutif, d'où la nécessité de légiférer et de réglementer dans le respect du droit à l'accès à l'information pour tous, sur la base du respect des valeurs universelles et tenant compte des diverses expériences de par le monde. L'absence de législation et de réglementation sur l'accès à l'information en Algérie est un handicap majeur pour l'exercice du droit à l'information, tant pour le public que pour les médias. Le pouvoir en Algérie continue à fonctionner dans ses relations avec la société sur la base du culte du secret et réprime très sévèrement les agents publics, les citoyens et les professionnels des médias qui à ses yeux transgressent cet interdit. Le combat pour la liberté de la presse en Algérie est très difficile et nombre de journalistes subissent l'emprisonnement et les contrôles judiciaires. La mise en application des Conventions onusienne et africaine contre la corruption peut contribuer à faire progresser le droit à l'information. Il est temps, par ailleurs, que la société civile propose aux pouvoirs publics de légiférer en matière d'accès à l'information.

Demande sociale et questionnements

Cette notion de demande sociale par rapport à un droit en évolution est très peu étudiée et suscite nombre de questionnements. La question de la construction de «ponts» entre gouvernants et gouvernés : comment faire communiquer les institutions et les administrations publiques et les groupes de la société ? Comment faire en sorte que cette communication ne soit pas à sens unique ? A quelles conditions la communication peut-elle devenir interaction ? Comment élucider la notion de demande sociale, d'analyser son évolution récente et de formuler quelques propositions pour renforcer le droit à l'accès à l'information ? Quels sont les besoins de la société en matière de droit à l'accès à l'information ? La nature de cette demande est liée au statut du demandeur. Elle est différente selon que l'on soit des entreprises, des administrations, des collectivités, mais aussi des chercheurs, des enseignants, journalistes ou simples citoyens. Comment apprécier et quantifier (et

en qualité) cette demande sociale ? Enquêtes, sondages, témoignages, etc. Dans nombre de pays à déficit démocratique et où les droits de l'homme sont bafoués, il y a la mise en évidence d'un décalage, sinon un fossé, entre les priorités des pouvoirs publics et les besoins exprimés dans la société. Dans ce contexte, beaucoup d'analyses ont été construites sur une notion implicite de «demande sociale latente» de la société civile en matière de droit à l'accès à l'information. Il existe une dialectique de l'offre et de la demande en matière d'accès à l'information. Comment se manifeste cette offre et sous quelles formes ? Quelle est la qualité de cette offre ? A-t-elle un support législatif et réglementaire ? Questions auxquelles il faut apporter des réponses pour pouvoir mieux appréhender le droit à l'accès à l'information dans le contexte algérien. Tout un programme que la société civile — dans ses différentes expressions — doit commencer à définir et à mettre en chantier dans la vie de tous les jours.

Djilali Hadjadj

EN PROIE À DES TREMBLEMENTS DE TERRE

L'Italie cherche à éviter une emprise de la mafia sur la reconstruction

Le tremblement de terre qui avait frappé la région de Naples en 1980 avait provoqué la mort de 3 000 personnes et les travaux infinis pour une reconstruction ont coûté 30 milliards d'euros. Cela a été une aubaine pour la Camorra, la mafia napolitaine, qui s'est infiltrée à tous les niveaux.

Forts de leur expérience, les habitants de Soccavo — nord-est de Naples — ont un conseil à donner à ceux des Abruzzes, région où il vient d'y avoir un séisme : «Ils doivent vite s'organiser, créer des comités comme nous pour veiller au grain.» Pour la reconstruction dans les Abruzzes, le gouvernement a promis une enveloppe de 8 milliards d'euros.

Le parquet national antimafia a annoncé la nomination de quatre magistrats qui suivront les procédures relatives aux travaux. Il s'agit de tirer les leçons du tremblement de terre de la région de Naples pour éviter une même emprise de la mafia. Trente ans plus tard, beaucoup de logements doivent être encore achevés. Comme à

Soccavo, où le maire explique que son quartier entame la dernière phase de la reconstruction : «Nous démolissons les préfabriqués qui avaient été installés en 1985 et ne devaient durer que quelques années, pour donner enfin des logements définitifs aux sans-abri.»

Ces travaux sans fin, la Camorra en a profité. Pour le directeur de l'Observatoire sur la Camorra, celle-ci a vite compris que le domaine des travaux publics pouvait être aussi avantageux que la contrebande de cigarettes ou le trafic de drogue.

«Pensez au contexte qui se présentait dans la région au lendemain du tremblement de terre. Il fallait tout reconstruire, des routes aux édifices publics et privés... La Camorra a mis à disposition ses hommes, ses engins de chantier, ses entreprises. Grâce à ses liens avec les gouvernants corrompus, elle a réussi à rafler les appels d'offres et à devenir le véritable partenaire de la reconstruction.»

La lutte contre la corruption ne figure plus dans le programme du gouvernement

Le Conseil des ministres a tenu le 12 mai dernier une réunion sous la présidence du chef de l'Etat, réunion consacrée principalement au programme du gouvernement.

Nous avons essayé d'en savoir plus sur les intentions du gouvernement en matière de lutte contre la corruption, notre source étant le long communiqué officiel rendu public à l'issue de ce Conseil. Et voici ce que qu'on y découvre à ce sujet : «Il (NDLR : le plan d'action) expose également les mesures destinées au renforcement de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance, à travers la poursuite de la réforme de la justice, la modernisation de l'administration publique, la réforme des collectivités locales, ainsi que l'amélioration de la gestion du territoire, du cadre urbain et

de l'environnement. Le plan d'action énonce aussi les actions de nature à améliorer l'environnement économique, grâce à la modernisation du système financier y compris pour l'accès au crédit, le développement de l'offre foncière pour l'investissement, le renforcement des infrastructures de base, ainsi que la modernisation des mécanismes de régulation et de lutte contre les fraudes.» Fin de citation.

Surprise : l'expression «lutte contre la corruption» n'y figure pas ! Elle a été remplacée par «lutte contre les fraudes». Ce qui est beaucoup plus restrictif et limité que «lutte contre la corruption». Faut-il rappeler que dans le jargon gouvernemental universel, la fraude est un acte intentionnel de la part d'une ou de plusieurs personne(s) physique(s)

ou morale(s) impliquée(s) dans des pratiques ayant pour effet de causer un préjudice aux finances publiques ou sociales ? Pourquoi ce changement ? Est-ce à dire que l'abandon de la «lutte contre la corruption» résulte d'un consensus entre les décideurs et confirme une fois de plus, si besoin était, l'absence de volonté politique à combattre ce fléau ? Ce qui, au demeurant, peut s'expliquer puisqu'en fait la «lutte contre la corruption» version gouvernement algérien n'était jamais sortie des discours officiels pour se traduire en actes concrets sur le terrain. Maintenant, les choses sont plus claires que jamais ! En attendant qu'un jour, peut-être, le gouvernement définisse le contenant de sa «lutte contre les fraudes».

D. H.

VISÉ PAR UNE ENQUÊTE ANTI-CORRUPTION

L'ancien président sud-coréen se serait suicidé

L'ancien président sud-coréen Roh Moo-Hyun (de 2003 à 2008), visé par une enquête pour corruption portant sur plusieurs millions de dollars, est mort samedi 23 mai 2009 après une chute dans un ravin, dans ce qui apparaît comme un suicide, selon ses proches et un message d'adieu qu'il a laissé. Il était au centre d'une enquête sur le versement d'un million de dollars à son épouse par un riche fabricant de chaussures et le paiement par ce dernier de cinq millions de dollars au mari d'une de ses nièces. Roh, élu en partie sur un programme anti-corruption, s'était excusé publiquement pour

l'implication de sa famille dans cette affaire, mais avait rejeté toute malversation personnelle. Il était devenu le troisième président sud-coréen à être convoqué par le Parquet, après Chun Doo-Hwan et Roh Tae-Woo, tous deux finalement condamnés à mort en 1995 — avant d'être graciés en 1997 — pour avoir reçu des pots-de-vin et pour incitation à la révolte. Elu député en 1988, il s'était illustré dans la lutte contre la corruption et les poursuites des dirigeants de l'ancien régime militaire. Dans les dernières années de son mandat présidentiel, son crédit s'était effrité, sapé par plusieurs scandales.

D'où vient l'expression «république bananière» ?

Une république bananière est une expression qui désigne un pays dirigé par un gouvernement corrompu. Elle vient de l'entreprise «United Fruit Company». Dans la première moitié du XX^e siècle, ce grand producteur de bananes finança et manipula pendant environ 50 ans la majorité des Etats d'Amérique centrale pour mieux conduire ses activités. Cette expression s'étend aux pays qui, sous les apparences de républiques constitutionnelles, tendent vers l'économie palatale — qui a rapport au «palais» — ou la dictature. Une République bananière est dirigée par un dictateur et une bande de copains de tous bords soumis et corrompus, le temps de mandats pour s'enrichir rapidement sans scrupules sur le dos du peuple.